

L'action communautaire en CLSC en 1988

Plaidoyer pour plus de transcendance

par
Gilles Beauxchamp

Juin 1988

Réalisé dans le cadre du laboratoire de
Sociologie politique de
Stephen Shecter

Introduction

Il est difficile, en tant que praticien, de s'élever au dessus de la mêlée, des stratégies et tactiques qui traversent l'action quotidienne, pour porter un regard général. Un premier document, rédigé en décembre sur le même sujet, tentait de faire la démonstration d'un "nouveau paradigme", à partir d'une analyse-description de l'évolution de la pratique d'action communautaire en CLSC, appliquée à divers champs de pratique: économie communautaire, bénévolat, professionnalisation de l'action communautaire... Ce premier essai pêchait par son particularisme, par manque d'un cadre de référence général. Une certaine caricature, de plus, de l'ancien paradigme en action communautaire, était un chemin facile pour identifier le nouveau (paradigme). Mais le nouveau n'est pas, de ce fait, automatiquement mieux!

Et puis, y-a-t-il vraiment un nouveau paradigme, ou si ce n'est pas l'absence de modèle, ou l'ambiguïté-ambivalence de la situation actuelle qui est caractéristique??

Afin de corriger les faiblesses du premier essai, j'ai travaillé une présentation générale, le Contexte, tentant de définir les grands mouvements et défis qui me semblent marquer la société actuelle. Cette première partie se divise elle-même en deux temps: d'abord une formulation très personnelle des enjeux sociaux actuels, ensuite une partie principalement inspirée de 2 lectures: Alain Minc¹ et Michel Freitag², qui me permirent de mieux saisir, sinon formuler, les enjeux méta-organisationnels et méta-sociaux de la remise en question centrale de notre époque: DE QUEL ÉTAT VOULONS-NOUS? Cette grande question ne trouve pas de réponse ici, puisque c'est le non-État, dans ce qui précède et transcende l'action de l'État, que la question posée peut trouver une voie de solution: l'action et la conscience du *sujet libre*.

C'est donc à l'aulne des espaces de liberté, accessibles et réalisables pour les sujets de la communauté locale que seront examinées certaines pratiques et certains enjeux importants pour la pratique de l'action communautaire aujourd'hui. Une lecture de "dernière heure" sur cette question fut fort appréciée au moment de ré-

1

Alain Minc, *La machine égalitaire*, Grasset, 1987

2

Michel Freitag, *Transformation de la société, mutation de la culture*, I et II, in CONJONCTURE, Automne 82 et Printemps 83

diger cette seconde partie: *Les ressources communautaires, problématique et enjeux*, par Henri Tremblay, publié par le Ministère de la santé et des services sociaux (décembre 1987). On y passe en revue un ensemble de documents, issus du ministère, du réseau public, ou du mouvement communautaire, qui soulignent bien l'ambiguïté, l'imprécision et les contradictions dans lesquelles évoluent actuellement ces ressources et pratiques.

L'ambiguïté et l'imprécision hérissent les technocrates de la "société décisionnelle", qui voudraient bien voir les hommes se "coaguler", simplement, autour d'intérêts palpables, prévisibles, négociables. Heureusement pour nous, et pour l'avenir de "l'humanité", il reste encore une profondeur, une perplexité à l'agir des hommes, une profondeur qui fait encore de chaque être humain le dépositaire de la complexité, la grandeur et la liberté du monde. Chaque sujet libre devenant le creuset de cette *culture antropologique communautaire* (Freitag).

Il n'y a plus de projet de société

Individualisme et corporatisme

C'est le règne de l'individualisme; plus du tiers des ménages canadiens sont composés d'une seule personne; la proportion des familles monoparentales atteint près de la moitié des familles avec enfants (44%) dans un quartier comme Hochelaga-Maisonneuve.

Les campagnes électorales se font sur l'image; les gagnants le sont par défaut, par rejet des partis au pouvoir - et par conséquent ne s'engagent plus à rien: portés par la vague, les gagnants n'ont plus qu'à se taire, à ne pas faire de gaffe.

Les grands projets, qui ont soulevé les foules dans les années 60-70, et ont mobilisé dans l'action politique, culturelle ou sociale des centaines de milliers de québécois, ces grands projets ont été mis sous le boisseau. On n'aspire plus qu'à gérer le processus économique de la façon la plus neutre possible. Vu sous cet angle, Parizeau est égal à Bourassa, et c'est au nom d'une meilleure gestion que la bataille se fait.

Non pas construire l'avenir, mais gérer le présent, et le passé (la dette!).

Il n'y a plus de grands projets unificateurs - s'il y a unité, c'est dans le rejet des grands projets, au nom de la libre entreprise, de la diversité des intérêts, du respect des différences... Il n'y a de coalition que ponctuelle, locale ou sectorielle, formées pour obtenir tel contrat (les **CF-18**, ou centres bancaires, d'aéronautique), les batailles ne se mènent plus pour avancer, mais plutôt pour partager ce qui reste du gâteau, ou conserver privilèges et statut-quo. *L'individualisme n'exclu pas le corporatisme, il le nourrit!*

Des défis à relever

Pourtant ce ne sont pas les défis qui manquent aujourd'hui pour faire des projets de société. Ces défis frappent à nos portes, les relèverons-nous ou si nous les laisserons nous dominer et devenir des catastrophes:

- le vieillissement démographique imposera des prélèvements de plus en plus rudes sur des actifs de moins en moins nombreux. Ces prélèvements ne

viseront pas qu'à payer des prestations et pensions aux vieux de demain, mais aussi, surtout des **soins, des services**

- le chômage de longue durée, avec son cortège de problèmes sociaux, d'exclusion et de désagrégation, ne semble pas près de se résorber, même si le nombre des jeunes arrivants sur le marché du travail décroîtra: la productivité accrue grâce aux nouvelles technologies, la proportion grandissante des femmes sur le marché du travail de même que la poussée démographique d'immigration de la part des pays du sud continueront à maintenir le phénomène du chômage à un haut niveau;
- l'écart grandissant, quasi insurmontable, entre les conditions de protection des salariés des grands secteurs (monopolistes, d'État) et les petits salariés, chômeurs et assistés sociaux - présage de débats et déchirements douloureux. Le temps où le **Front commun** des secteurs public et para-public faisait du **Nous** son slogan et du **\$100.00 par semaine** une revendication populaire, portée par l'ensemble de la population, ce temps est révolu depuis longtemps, depuis la toute première convention collective !
- de même que le poids de la dette nationale gruge de plus en plus la marge de manoeuvre des gouvernements (tout en profitant aux prêteurs et rentiers) - et témoigne des développements à courte vue d'hier, le poids des menaces écologiques s'alourdit (effet de serre, couche d'ozone, pluies acides...). Après des décennies d'accumulations imperceptibles (ou aveugles) il commence à être perçu dramatiquement. Energies de remplacement, mécanismes et usines de filtration, produits chimiques de remplacement, même si on acceptait spontanément de payer **les milliards** qu'ils coûteront, ne feront pas disparaître magiquement les abus, détritiques et destructions de la période du développement bulldozer. On retrouve encore du **DDT** dans les organes malades des cadavres de bélugas dans l'embouchure du fleuve, plusieurs décennies après avoir interdit l'usage de ce produit. On continue d'utiliser les **fluorocarbones** bien que l'on sache ces derniers responsables (au moins partiellement) de la destruction de la couche d'ozone protectrice, alors que les fluorocarbones lancés aujourd'hui dans l'atmosphère pour fixer les cheveux, ou vaporiser du **PAM**, continueront pendant des années à détruire l'ozone.

Les défis ne manquent pas, on pourrait ajouter la **dénatalité**; l'ouverture de la société blanche catholique française du Québec aux **autres ethnies** - obligée par la dénatalité; le **blocage de la machine économique** associé au vieillissement démographique (cf. Georges Matthews, *Le choc démographique*) rendra encore plus évident et inévitable la sclérose et le bureaucratisme des grands appareils d'État, qui deviendront encore moins en mesure de relever quelque défi que ce soit!

Devant ces défis qui prennent des airs de **catastrophes** tellement ils témoignent de tendances lourdes et difficilement contournables comment les politiques électorales, à courte vue, et flattant l'individualisme, le court terme permettront-ils d'y faire face?? Comment la "société décisionnelle", tissu de négociation entre corporatismes et appât du gain immédiat pourra-t-elle agir? Doit-on se préparer au pire, et escompter qu'une **politique de crise** (ou de guerre) imposera les virages rendus nécessaires parce qu'on aura laissé les défis devenir des catastrophes?

Après avoir été conduits au bord du gouffre par une élite politique et économique, devons nous compter sur elle pour organiser le sauvetage??

Quels sont les ressorts et les ressources qui pourraient nous éviter ce pire?

Y a-t-il des tendances parmi l'écheveau complexe des mouvements sociaux actuels qui seraient porteuses d'espoir?

Chaque solution, chaque mouvement cherchant à combler une lacune de la situation actuelle semble porter en creux son exagération, son **effet pervers**: réduire le pouvoir et la sclérose des appareils d'État ouvre la porte à l'anarchie, à la loi du plus fort, aux agressions du marché; tenter de revitaliser des appareils bureaucratiquesavec des contrôles bureaucratiques? harnacher les sautes d'humeurs du marché économique, avec quoi? des enquêteurs, des subventions ou des taxes? En réduisant qui et comment, à la merci des sautes d'humeurs politiques ou des **rigidités mandarinales**?

Il n'y a pas de voie unique de sortie à la crise multiple (de légitimité, budgétaire, sociale...) que nous connaissons. Il faudra jouer sur plusieurs fronts en même temps, et de façon quelques fois contradictoire.

L'action politique parlementaire est devenue insignifiante et impotente (Minc)- à force d'être responsable de tous les aspects de la vie: aux prises avec les problèmes de gestion des hopitaux, des écoles, du chômage, des télécommunications, des caisses de retraite, etc. il ne reste plus de place, ni de volonté pour faire vraiment changer quelque chose.

L'État, ses fonctionnaires, ses appareils faisant corps, il reste de moins en moins d'espace aux politiciens, aux élus pour influencer l'agir et l'orientation des appareils. La seule façon pour le politique de gagner une marge de manoeuvre suffisante pour s'attaquer aux défis de demain, s'est de redonner aux citoyens et aux institutions (scolaires, sanitaires, sociales) plus de liberté dans leur choix - leurs orientations - et ainsi libérer les politiques de la gestion quotidienne pour s'occuper des populations, préoccupations et problèmes qui n'entrent pas encore dans les clientèles des services publics et péri-publics, pour s'occuper de développement, et **de politique** aux côtés des citoyens.

Ainsi des aberrations telles que le financement, par les petits contribuables, des universités, alors que celles-ci ne servent pas à leurs fils et filles, devraient être

corrigées. En faisant financer les universités par leurs utilisateurs, tout en subventionnant **substantiellement** les utilisateurs d'origine modeste. Mais comment ne pas craindre, dans ces conditions, que l'application de **mesures** spéciales, **discriminatoires**, devant faciliter l'accès aux études supérieures de tel ou tel groupe, ne laisse tomber entre ses mailles, injustement, tel sous-groupe qui aurait eu auparavant accès à l'université quasi-gratuite?

La Conscience

La seule assurance que nous ayons pour contrer de telles éventualités c'est la vigilance politique, la vitalité de l'action sociale, qui seraient rendus possibles par un accroissement de la visibilité des objectifs sociaux poursuivis par les politiques.

En effet, à partir du moment où les politiques (sociales, de santé, d'éducation) ne viseraient plus d'abord à administrer au nom des classes moyennes des services aux classes moyennes, mais plutôt à répondre aux besoins des exclus des mécanismes (du marché et des institutions), les efforts publics et politiques cessent d'être alourdis et opacifiés par le mandat de gestionnaire de service - au profit d'un mandat de redistributeur et de contrôleur de l'accessibilité.

Comment imaginer, dans l'atmosphère a-politique actuelle qu'une telle vigilance puisse se développer? A fortiori une générosité de la société envers ses exclus?? Il est assez impensable, en effet, qu'une société fondée depuis des décennies sur le court terme, l'appât du gain, la consommation de masse individuelle, puisse tout à coup donner le mandat à ses élus de diminuer les privilèges et couvertures de la classe moyenne! Il faudrait que cette dernière se sente vraiment menacée! Et encore dans un tel contexte de crise elle aurait tendance à donner à ses élus des mandats de répression des exclus, pour conserver ses privilèges à court terme.

Il apparait que nous aurons à porter encore longtemps les effets des *trentes glorieuses* - tant au niveau des atteintes aux équilibres écologiques qu'à celui de l'endettement collectif, ou encore des habitudes de vie créées par un fonctionnement **déresponsabilisant** les individus et communautés au profit de la **croissance des appareils**.

Il faudra beaucoup de temps ou encore de dramatiques revirements pour transformer cet état de choses. Dans l'un et l'autre cas, qu'on pourrait assimiler à 2 scénarios prospectifs, l'un optimiste, l'autre pessimiste, il semble qu'un ingrédient soit commun et pourrait contribuer à éviter **le pire**. Ce dernier étant le retour d'un radicalisme de droite (facisme) qui pourrait s'accompagner d'un recours à la guerre. Cet ingrédient, *ce pitassin de l'histoire*, c'est la conscience issue d'un maximum de **démocratie directe**. Il n'y a pas de raccourci ni de formule magique pour s'assurer d'une société moins bureaucratique, plus humaine: il lui faut plus d'implication des humains qui la composent!

Le problème c'est que la démocratie directe, ça coûte cher en temps et en énergies: s'il fallait que chaque citoyen s'implique en tant que consommateur d'épicerie, d'automobiles, de livres; en tant que locataire ou propriétaire; en tant qu'utilisateur d'écoles, d'hôpitaux, de parcs; sans parler d'électeur aux 3 ou 4 niveaux de représentation et en tant que producteur, professionnel, syndiqué... on n'en sort pas!

Pourtant, n'est-ce pas un peu la conclusion à laquelle la commission Rochon sur la Santé et les Services Sociaux arrivait, en recommandant plus d'autonomie et de responsabilisation pour des *régies régionales élues*, par rapport aux appareils régionaux actuellement coincés entre le ministère et les institutions. Mais encore ces appareils régionaux, même élus, seraient trop loins des citoyens usagers. Ce n'est pas encore le type de démocratie directe dont on peut attendre plus de conscience et un *supplément de transcendance*.

De Minc à Freitag : deux plaidoyers pour plus de transcendance

Je ne suis pas certain que ni l'un ni l'autre de ces deux auteurs aimerait être ainsi comparé. Mais en tant que chercheur, à l'affût d'intuitions et d'idées permettant de découvrir certaines pistes, un certain ordre dans le désordre actuel des idées et mouvements, j'ai trouvé certaines similitudes entre ces auteurs...

Pour Minc, la prépondérance actuelle des conflits éthiques et moraux sur les luttes économiques témoigne d'une nouvelle époque. Pour Freitag, les nouveaux mouvements sociaux marquent la société actuelle d'une éthique et d'une transcendance nouvelles, après la période de réduction instrumentale et d'éclatement du sens .

Sur la question de l'État, Minc et Freitag sont assez près l'un de l'autre: dissolution du pouvoir unificateur de l'État, dans une pratique de négociations et de rapports de force éclatés; émergence et prépondérance des droits et de la jurisprudence sur Le Droit; développement d'une épaisseur institutionnelle faite d'institutions plus ou moins indépendantes des appareils centraux (contrairement à la période où la Raison d'État dominait tout). Cependant sur cette dernière question, Minc appelle et souhaite cette épaisseur institutionnelle, alors que Freitag semble regretter les temps où la Raison d'État transcendait, sans question, les intérêts particuliers.

Si Minc et Freitag font des constats assez semblables d'éclatement et de perte d'unité, de sens de la société, les deux auteurs se démarquent au niveau des conclusions à tirer de cet état de chose. Ces conclusions différentes sont-elles divergentes? De fait elles se situent à des niveaux très différents d'analyse de la société, marquées par les positions sociales différentes occupées par leurs auteurs: l'un étant le "bras gauche" d'un capitaine de l'industrie européen, l'autre étant professeur d'université. Le premier s'intéresse plus aux conditions matérielles du changement, à l'action politique, alors que l'autre porte plus sur la philosophie, l'histoire...

Minc structure sa critique des appareils et de l'État autour d'une idée maîtresse: **l'égalité**, comme principe transcendant qui a mobilisé les développements sociaux depuis plus de 100 ans, cette égalité **doit être repensée**. L'égalité des programmes, des structures génèrent des inégalités, alors que des programmes inégaux, adaptés pour compenser les inégalités de départ, de situation, pourraient produire plus d'égalité. Il s'oppose, de plus, aux structures et statuts figés, aux protections à toute épreuve dont se sont bardés les groupes et corporations dominants de la société, qui interdisent mobilités et changements, et produisent à terme plus d'inégalités que d'égalités.

En ce sens il propose de concentrer, recentrer les ressources et attentions de l'État pour soutenir et supporter les inégalités qui seraient produites par plus de

mobilité, moins de statuts... afin de permettre une meilleure intégration des exclus et une meilleure réponse aux inégalités d'aujourd'hui.

Freitag pour sa part ne fait pas de proposition, encore moins de commandements, pour changer la situation. Il termine son texte, cependant, sur des pistes qui semblent pleines d'espoir, un peu à la manière de Minc, qui identifie des *hirondelles annonciatrices* d'un changement.

C'est par une résurgence de la *culture anthropologique et communautaire* qui s'incarne dans des mouvements (que d'autres auraient qualifié de *holistes*) que les limites et la fermeture des procédures décisionnelles technocratiques peuvent être dépassées, et réintroduite une certaine transcendance garante de l'intérêt, non pas de tel ou tel secteur, mais bien de l'humanité actuelle et future.

Ne peut-on associer à cette culture anthropologique et communautaire, une bonne part des conflits éthiques actuels (Minc), qui ne sont pas eux-mêmes sans liens avec les rapports de force et conflits d'intérêts socio-économiques:

- les rapports hommes/femmes représentent, à mon avis, le noeud central de cette culture anthropologique communautaire (vernaculaire, disait Illich, 1984) rapports et contradictions qui n'avaient pas été prévus, ou intégrés dans les structures et systèmes industriels modernes. Cela faisait parti du privé, tout comme les rapports entre générations (parents/enfants, parents/grands-parents).
- le rapport à la localité, à l'environnement, à la communauté locale redeviennent essentiels, surtout à partir du moment où on abandonne l'illusion d'ubiquité créée pendant la période des trente glorieuses par la croissance vertigineuse des vitesses de déplacement. A partir du moment où on commence à mesurer les coûts réels de ces déplacements vertigineux, coûts en argent, mais aussi en environnements détruits, en ressources non-renouvelables, en temps et embouteillages...(cf. Illich, La convivialité)
- à travers, ou pour rencontrer les rapports hommes/femmes, et les rapports entre générations, c'est de la redéfinition des institutions dont il est ici question. Cela ne concerne pas seulement **le privé** mais c'est de toute la programmation des écoles, centres d'accueil, centres pour femmes, maintien à domicile des personnes âgées qu'il s'agit. Cette résurgence du privé dans les enjeux publics se fait après une période où on avait l'impression d'avoir résolu, de façon industrielle, tous les problèmes: des polyvalentes pour les jeunes, des centres d'accueil pour les vieux, ...

Ces nouveaux mouvements sociaux, affirmant une *dimension de l'humanité* plutôt que des intérêts particuliers - ne peuvent à eux seuls permettre, *rassembler*

les conditions de l'expression de soi (déployée) sans limite vers la reconnaissance d'autrui, vers le désir de synthèse (M.F.).

Cette nouvelle transcendance, *esthétique de l'identité* (M.F.), a besoin d'un *parti du mouvement* (Minc) qui lui permette d'affronter la menace du pire. J'entends beaucoup de similitudes, de convergences entre l'approche esthétique-expressive de Freitag et les nouveaux conflits éthiques de Minc. Ce dernier., après avoir critiqué l'insignifiance du politique, politique rendu obèse et aveugle par la gestion quotidienne des services à une majorité de classes moyennes, souligne la possibilité d'un *retour du politique vers le sens* - pour peu qu'il se déleste de son rôle de gestionnaire de la classe moyenne. Cette dernière, récalcitrante à payer plus d'impôts, récalcitrante à perdre des droits acquis en termes de services gratuits, accepterait peut-être de payer certains services, à condition de payer moins d'impôts. Cela sied bien à sa mentalité de consommatrice, elle connaît mieux que d'autres les privilèges de l'acheteur.

Une transformation qui aurait le grand avantage de redonner à l'État, aux acteurs et enjeux du politique, plus de transparence: non plus redonner en services à la classe moyenne ce que ses impôts ont lui ont acheté, mais plutôt agir, intervenir sur le moyen long-terme (laissé pour compte par les décideurs à court terme); intervenir pour venir en aide aux exclus d'un nouveau processus (bien semblable à l'ancien) qui serait basé plus largement sur les mécanismes du marché (et d'institutions plus ouvertes, plus flexibles: des *quasi-institutions* -Minc, 198?, *L'avenir en face*).

Redonner aux débats éthiques et politiques leur véritable sens: celui d'une société qui discute et décide de son avenir.

Dans ce contexte le débat politique serait traversé plus clairement et plus crue-ment par les enjeux de poids, sur lesquels devraient se concentrer l'attention politique, la conscience de notre société. Libéré de son rôle (de juge et parti) de gestionnaire d'un bien public qu'il détermine lui même, l'État, comme émanation de la conscience sociale, des mouvements sociaux, jouerait un rôle plus redistributeur que gestionnaire, plus incitateur qu'administrateur, plus évaluateur que distributeur.

Ce ne sont pas tant les dimensions économiques (et de taxation) d'un processus de désengagement de l'État-gestionnaire, pour faire place à un État-politique, qui conduirait à des frictions: les payeurs de taxes retrouvant plus de pouvoirs sur les institutions et organismes de services qu'ils en ont maintenant...C'est la remise en cause du statut *ultra-protégé*, de la stabilité corporatiste des emplois et réseaux de l'État-service, qui causeraient remous et frictions. C'est pourtant à ce seul prix que les besoins de demain, les défis de l'avenir pourront être pris en compte et affrontés.

S'il faut rééquilibrer les programmes, réintégrer des population exclues, marginalisées par les procédures antérieures, s'il faut prévoir des investissements collectifs importants pour faire face aux déficits écologiques et démographiques, comment pourrait-on encore agir s'il fallait conserver intactes les structures de privilèges, de chasses-gardées, de statuts sédimentés d'aujourd'hui. Le *réencas-*

tremement des solidarités (Rosenvallon), c'est une autre façon de dire la reconnaissance de la culture anthropologique et communautaire. Dans la mesure où les planificateurs d'auto-routes habiteront les quartiers qu'ils dessinent de traverser, les moyens de transport urbains se civiliseront !!

Fragments micro-sociologiques

La pratique d'action communautaire en CLSC

Sans prétendre faire une analyse de fond en comble de cette pratique sociale et professionnelle en évolution, ce qui dépasserait largement le cadre du présent document (et fera peut-être l'objet d'une prochaine recherche), je voulais "appliquer" les constats identifiés dans la première partie à une réalité plus restreinte, que je connais bien depuis une douzaine d'années.

Cette réalité a connu une transformation importante au cours des dernières années, transformation qui n'est pas encore achevée comme en témoignent certaines réflexions qui ont cours dans les officines gouvernementales (sur la place, le rôle, l'inocuité des ressources communautaires, cf. H. Tremblay) et certaines mouvances du terrain: premier **colloque en action communautaire en CLSC**, en mai dernier.

Pour avoir une petite idée de cette transformation, on peut comparer les *modèles de pratiques* tirés de l'enquête auprès de 254 intervenants communautaires de CLSC (réalisée en février 1988) à ceux décrits par d'autres enquêtes réalisées au début de la décennie: Leseman et Doré.

Ce qui était alors le "paradigme" de l'action communautaire: **politisation et pression**, semble réduit aujourd'hui à une pratique marginale, alors que ce qui était qualifié de "hors paradigme" dans l'étude de Doré semble bien être devenu le nouveau paradigme! (cf. Graphe A-1). Cette seule indication pour nous convaincre que oui, il y a eu une transformation importante de cette pratique, ou du moins des référents et concepts qui permettent de la "modéliser".

Je ne compte pas revenir en détail sur les résultats - même préliminaires - de ce sondage réalisé dans la foulée du colloque de mai dernier. Vous trouverez en annexe les premières données qui y furent présentées. Ce qui m'intéresse plutôt ce sont certaines expériences particulières, vues du terrain, et non pas d'un point de vue statistique.³ Le premier sujet tourne autour de ce qui est, là aussi, ambigu: *L'action volontaire et le bénévolat*. Le second portera sur la question des relations de *collaboration/concertation* au sein de la communauté locale, particulièrement parmi ce qu'il est convenu d'appeler les *ressources communautaires*.

Action volontaire et bénévolat

Un objet de chaude controverse, il y a quelques années à tout le moins, parmi les organisateurs communautaires: "*Le bénévolat n'est-il qu'une forme de récupération par l'État, d'une prestation de travail gratuit, réalisée surtout par des femmes ?*"

Le titre d'un article de J. Panet-Raymond, dans la revue *Service Social* consacrée à l'organisation communautaire en 1985 est révélateur: *Nouvelles pratiques des organisations populaires... Du militantisme au bénévolat au service de l'État*.

Une telle critique du bénévolat trouvait son sens plein lorsque le **Tout-à-l'État** était encore dominant - parmi des organisateurs en grande partie d'obédience socialiste (ou au minimum social-démocrate). Il n'est plus aussi évident pour tout le monde, y compris les organisateurs communautaires, que l'étatisation est la seule façon de faire face aux besoins sociaux. Cela, quelques fois pour des raisons économiques, mais d'abord pour des raisons culturelles, politiques. Une grande part du mouvement communautaire se présente aujourd'hui comme une alternative "plus humaine, plus souple..." face aux bureaucraties et professionnalismes dominants.

L'action bénévole pourrait être vue comme la première (primaire) forme de l'engagement social et démocratique. Un engagement qui quelques fois se réalise dans des cadres institutionnels très stricts (auprès de grands malades hospitalisés) ou d'autres fois de façon très libre, rejoignant par là autant la *Bonne action*, la B.A. du catholique bien pensant que l'action spontanée de quelqu'*écologiste-sammartain!*

3

Je voudrais citer ici un paragraphe de l'introduction du numéro spécial de la Revue internationale d'action communautaire (no. 13/53) portant exclusivement sur **L'ambiguïté du pouvoir local**. "(nous sommes) invités à nous pencher de plus près sur les pratiques sociales concrètes plutôt que sur les projets de société. Dans le même sens nous devons davantage faire attention aux conduites et aux ruses des acteurs plutôt qu'aux logiques abstraites qui servent à décrire ou représenter le fonctionnement des grandes institutions."

L'action bénévole, en particulier celle du milieu naturel (réseaux primaires) ne vise pas à remplacer l'intervention professionnelle, mais peut souvent questionner, critiquer l'action professionnelle, tout en étant parfois un partenaire essentiel de cette dernière: quand il s'agit d'éduquer, de prévenir, de rétablir dans son milieu...

Il relève, au moins partiellement, de la responsabilité de l'intervenant communautaire de protéger, **aménager des espaces de liberté**, d'autonomie pour les citoyens désirant agir sur leur environnement. Des espaces qui doivent souvent être défendus à l'encontre des tendances hégémoniques professionnelles et institutionnelles.

A la périphérie du réseau public (ce qu'on a appelé quelques fois le réseau péri-public) avec les maisons de jeunes, maisons de femmes, garderies... ou au coeur de ces grandes institutions que sont les centres hospitaliers et les écoles, **l'action volontaire marque la limite, la finitude de l'action de l'État**. Cette action volontaire sera sans doute encore, comme elle a souvent été dans le passé, à l'origine de nouveaux services qui seront reconnus et financés par l'État. Que ces services prennent aujourd'hui des formes hybrides, ni étatiques ni privées, c'est un constat inéluctable, bien qu'interprétable de multiples façons.

Que l'action volontaire amène la société à **prendre conscience**, puis **prendre en compte** certains besoins - cela constitue dans doute un des produits les plus tangibles de cette action, un résultat démontrant la valeur (mesurée en espèces sonnantes) de l'action "gratuite" de certains. C'est un signe clair de la capacité de l'action libre du sujet à produire, négocier une certaine transformation du réel. Les conjonctures rendant plus ou moins difficiles, plus ou moins rapides ces transformations. Pourtant de tels développements seront la plupart du temps vécus par une partie des bénévoles comme une "expropriation": *on embauche des pros pour les remplacer*. Ceci pour dire que cet effet, ce résultat concret de l'action bénévole n'est pas sans ambivalence (encore!). Cependant ce n'est pas le seul résultat, ni le principal résultat de l'action volontaire, que de participer au développement de services *formels*, publics, péri-publics ou privés. Ce serait bien mal comprendre l'action volontaire que de la réduire à un mouvement de pression pour plus de services. La définir comme "un mouvement pour une autre qualité de services publics" serait sans doute plus près de la réalité, bien que la relation obligée aux services publics incluse dans une telle définition biaise la véritable ouverture de l'action bénévole et volontaire.

L'action bénévole-volontaire, n'est-ce pas là la meilleure façon d'exprimer le besoin de transcendance (d'aller plus loin, de dépasser les limites des mécaniques décisionnelles institutionnelles et professionnelles) ? Supporter cette action, et créer des conditions propices à la réponse à ce besoin, n'est ce pas le premier mandat de l'organisation communautaire: créer, élargir les **espaces d'exercice de la liberté des sujets** ?

Concertations locales et communautaires

L'existence, depuis déjà plusieurs années, de diverses tables et comités de concertation au niveau local, impliquant pour certains des organismes communautaires seuls, pour d'autres, un éventail plus large d'organismes, d'établissements, d'entreprises, nous semble un enjeu dépassant le seul intérêt des groupes concernés. Ce foisonnement (*Concertation-jeunesse, Collectif en aménagement urbain, Collectif contre la porno, Ecole-communauté, Corporation de développement économique et communautaire...*) s'est développé comme un moyen d'assurer la synergie des efforts dans certains domaines, d'éviter la duplication ou la concurrence.

Les concertations furent mises sur pied, pour certaines à la suite de longs cheminements d'appropriation mutuel (Concertation-jeunesse), pour d'autres dans le feu d'une action défensive (**Collectif en aménagement**, lors de la lutte contre le projet d'autoroute). Ces diverses tables auront été l'occasion pour les organismes du milieu de se reconnaître entre eux, tout en se donnant les moyens de toucher des problématiques dépassant la juridiction ou le rayon d'action des organismes pris un à un.

Lieux de reconnaissance et de confirmation des compétences de chacun, mais aussi d'expérimentation et de développements nouveaux, de définition des besoins et concertation des efforts. Cependant, ces concertations se gardent bien de contrevenir aux mécanismes décisionnels et à **l'autonomie des organismes participants**: aussi les efforts mis en communs portent le plus souvent sur des champs non-couverts par les organismes membres, ce qui évite la tentation de dicter à tel ou tel son orientation propre.

Ces tables de concertation sont aussi, pour les quelques organismes du réseau public-para-public (CLSC, quelques fois CSS, ou une école...) qui y participent, l'occasion d'articuler leur action en complémentarité avec ces ressources diverses et dynamiques.

La multiplication des concertations thématiques (ou problématiques) a quelques fois amené des intervenants, qui se retrouvaient le matin sur une table, l'après midi sur une autre, à se demander s'il n'y aurait pas lieu de fusionner certaines tables... Une hypothèse de "*Table des tables*" fut même envisagée dans le cadre du défunt "*Salon de la culture populaire*". Cette hypothèse fut cependant rejetée par une grande majorité des organismes populaires composant l'assemblée générale du **Salon**. Un rejet qui ne fut pas explicite, mais qu'on peut lier à l'inégalité de capacité des organismes à "*jouer le jeu de la concertation*", d'autant plus que les débats s'allongeaient à mesure que l'horizon des groupes réunis s'élargissait.

Si l'objectif des diverses concertations locales vise à mettre en valeur, consolider et développer l'action des ressources communautaires, dans le respect de l'autonomie de ces organismes, cette consolidation et ce développement seront

encore longtemps **dépendants des ressources de l'État**, et de la place reconnue à ces ressources par les institutions publiques et para-publiques. Encore trop de fonctionnaires et professionnels du réseau public-para-public ne voient dans ces ressources que des mesures temporaires (*de piètre qualité*) qui devraient finalement être intégrées dans le réseau public et être soumises aux mêmes règles professionnelles déontologiques et de contrôles de qualité que le Réseau public, cela quand les “augures budgétaires” le permettront. D'autre part plusieurs ressources communautaires se targuent d'être plus souples, plus efficaces, moins bureaucratiques, moins génératrices de dépendance que les appareils officiels. Laissant parfois entendre que l'intervention professionnelle des réseaux publics est principalement négative, et devrait être transformée de fond en comble. Ces deux positions ne sont heureusement pas les seules défendues sur le terrain, et on peut croire que le “premier pas” formulé par H. Tremblay dans l'étude déjà citée est actuellement en voie d'être franchi (pour certaines concertations locales): “*Une reconnaissance réelle de l'interdépendance des 2 réseaux. Cette interdépendance comporte la double exigence d'identifier ensemble les besoins et de planifier ensemble les services. Cette reconnaissance est préalable à l'adoption d'un protocole de partage des responsabilités et tâches ...*” (p.118).

Cette interdépendance en action, génératrice (sans grands coûts) d'une synergie, devrait permettre, ou à tout le moins faciliter, le développement de **l'autonomie du réseau communautaire**. Développement qui ne se fera pas en dehors de l'évolution générale du système socio-sanitaire. “*Le passage d'un réseau d'établissement à un réseau de services est un enjeu crucial pour l'avenir des ressources communautaires*”. Cette reprise par Tremblay d'une des perspectives identifiées par la commission Rochon, montre la voie, mais aussi l'obstacle: comment, en effet, lutter contre la tendance “naturelle” des bureaucraties à se reproduire, à élargir leur pouvoir. Comment David pourra-t-il négocier sa place et croître, sans devenir le “petit nègre” de Goliath, la “ressource complémentaire” du réseau public, c'est à dire **le déversoir de ce qu'on ne veut pas y faire**? “*Il ne serait pas tout à fait réaliste de s'attendre à ce que les professionnels acceptent de redéfinir (radicalement) leur rôle. On peut faire l'hypothèse que les professionnels accepteront tout au plus certains compromis dans le sens d'un partage de leur légitimité avec celles des usagers et de la collectivité*” (idem, p.118).

A la faveur de la remise en question du modèle unique antérieur (le Tout-à-l'État) mais surtout à cause des pressions grandissantes issues de problématiques socio-sanitaires non-couvertes par les programmes publics “officiels”, pressions exercées par des sujets libres, de plus en plus informés, conscients, agissant, entre autre parce qu'animés par des ressources communautaires ouvertes et perméables à leur apport, des ressources génératrices d'espaces de libertés.

Donc, à la faveur de ces mouvements, on peut faire l'hypothèse que certains lendemains chanteront encore, même si ce n'est ni *La marseillaise*, ni *l'Internationale* ! De façon moins poétique, on peut croire qu'il soit encore possible **d'éviter le pire**.

Nouveau projet de société...ou

Une société de nouveaux projets?

J'ai été tenté de conclure cet essai par des considérations méthodologiques ou éthiques et professionnelles sur la pratique d' action communautaire, *l'aventure professionnelle*, disait un commentateur-historien de la génération soixante-huitarde. C'eut été déplacé de conclure l'actuelle démarche sur "dix commandements" ou 4 mots-clefs (à la Minc): cela serait prétendre à une clarté des enjeux et perspectives qui jurerait sur le fond de questionnement, d'angoisse, de clair/obscur qui caractérise encore ma réflexion. A moins que ces "mots-clefs" ne soient des "questions-clefs", des champs d'interrogation !

S'il y avait **une seule certitude** à dégager du magma sociologique actuel, c'est celle d'une **relativisation du pouvoir étatique** que je retiendrais. Entre le "Tout-à-l'État" et "l'État minimal", il apparaît de plus en plus clair que le modèle hégélien d'un État comme unique mode de représentation de l'intérêt collectif, de la transcendance, se dissoud, et cela même dans les *forteresses du centralisme d'État* qu'étaient les pays communistes.

Le refus de l'État absolu, **et** le refus de la réduction néo-libérale de l'État marquent cependant l'ambiguïté (cette *caractéristique de la société moderne*, S. Shecter) de la "seule certitude" identifiée ! Une ambiguïté et une ambivalence qui cessent de l'être quand le **supplément de transcendance** refusé à l'État-politique (premier moment de la modernité), puis au non-État libéral (second moment), est utilisé, **réalisé par le sujet**.

Ainsi l'ambivalence, l'ambiguïté théoriques ne sont que la résultante de multiples certitudes ponctuelles, locales, qui iront tantôt vers un plus d'État, tantôt vers un moins, suivant les conjonctures et consciences locales.

Le Sujet libre

Redonner une importance au Sujet libre, dans la période encore dominante des déterminismes (économique, psychologique, technologique...) cela peut prendre des airs "romantiques" ! Mais la transcendance aura toujours des airs de romantisme et d'idéalisme devant les "hyper-mécanismes" de la régulation et la décision technocratiques.

Créer, dégager, assurer des espaces de liberté réelle (pour les distinguer des libertés factices, marginales, des paradis artificiels...) espaces rendus réels par **la négociation**, l'échange qu'ils permettent avec les autres sujets libres.

Comment distinguer cette recherche-crédation d'espaces de liberté - d'avec *le participationnisme*, *communautarisme*, ou encore le *démocratisme* qui peuvent servir (et servent déjà quelques fois) d'écrans idéologiques à certains projets technocratiques? Il n'y a pas de recette ou de "filtre anti-technocratique" qui puisse assurer une telle distinction, pas plus qu'il n'y a de recette technocratique qui permette le contrôle total du sujet libre.

D'un point de vue macro-sociologique, à partir des salves répétées de critiques auxquelles sont soumises actuellement les solutions technocratiques et professionnelles traditionnelles aux problèmes sociaux contemporains (cf. Rapport Rochon, critiques des effets pervers des grands appareils...) on pourrait conclure d'un préjuger favorable aux projets à *petite dimension*, à caractère **communautaire**. D'un point de vue micro-sociologique cependant chaque projet doit être resitué dans ses propres tendances et propensions (+ d'État, + de technocraties, + de marché...-de libertés) en regard des possibilités réelles ouvertes aux sujets libres concrets.

De ce point de vue, partant d'une **liberté constituante du sujet**, le "meilleur projet" peut se voir refusé, boudé et préféré par les sujets un autre projet considéré comme "pire". Le sujet libre ne veut pas dire sujet conscient, bien que **la conscience s'éveille dans l'exercice du libre arbitre** ! Ce qui pouvait apparaître à certains planificateurs ou animateurs un projet porteur de plus d'espaces de libertés peut se révéler futile ou nuisible, s'il n'est pas actualisé par les sujets.

De ce point de vue, les grandes réformes, animées des meilleures intentions, seront toujours investies, travesties (au moins partiellement) par les bureaucraties-technocrates. Alors que le "petit souffle d'air frais", qui fait que *s'ouvre enfin la porte de la cuisine*, que *débouche finalement le fond de la ruelle*, ce petit vent viendra toujours **d'à côté**.